



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 356

10 mai 2012

39e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales En route vers le revenu social universel garanti!

Sous le thème *En route vers le revenu social universel garanti*, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et ses groupes membres organisent, du 7 au 11 mai, une tournée des régions et des activités locales pour souligner la 39e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales. Au moment où nous luttons pour que le gouvernement du Québec se donne de vrais moyens pour garantir à touTEs un revenu minimal pour couvrir leurs besoins de base, c'est avec enthousiasme que le Collectif salue cette initiative d'éducation populaire.

Qu'est-ce que le revenu social universel garanti?

Avec le revenu social universel garanti (RUSG), le FCPASQ propose de remplacer une série de programmes gouvernementaux (aide sociale, aide financière aux études, allocation-logement et crédit d'impôt pour la solidarité) par un nouveau programme qui garantirait, à toute personne de 18 ans et plus, une prestation mensuelle lui permettant de couvrir ses besoins essentiels et de vivre dans la dignité. Ce revenu serait garanti, pas de coupures possibles!

Des exceptions seraient prévues (pour les jeunes mères mineures, par exemple), mais l'idée serait d'en arriver à un montant équivalent au seuil de faible revenu après impôt de Statistique Canada pour une personne seule. En 2010, cela aurait signifié près de 18 800 \$ pour l'année, soit autour de 1 550 \$ par mois. Cette somme, qui s'appliquerait à chaque adulte, couvrirait l'ensemble des besoins essentiels reconnus dans la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*, soit l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, les soins personnels, les communications, l'habillement, l'ameublement, le transport et les loisirs.



Pour le FCPASQ, il s'agit en fait d'un moyen supplémentaire, et fondamental, pour lutter contre la pauvreté et mieux redistribuer la richesse. Effectivement, cette proposition est l'une des pierres d'assise du nouveau projet de société que porte le FCPASQ depuis maintes années. Une vision généreuse et progressiste qui s'accompagnerait de services publics universels et gratuits, puis d'une réforme radicale de la fiscalité pour financer le RUSG.

Un débat qui s'impose

Cette proposition du FCPASQ s'attaque, à sa façon, à un scandale qu'on ne peut plus ignorer au Québec, soit qu'il y a une personne sur dix qui ne couvre pas ses besoins de base. Cette réalité touche tout particulièrement les personnes seules et les couples sans enfants. Pourtant, le gouvernement du Québec, par la voie de sa ministre de l'Emploi et de la

Solidarité sociale, Julie Boulet, reconnaît qu'une personne seule devrait avoir un revenu disponible d'environ 15 000 \$ pour vivre en santé et en dignité. Avec une prestation d'aide sociale d'à peine 7 000 \$ à l'heure actuelle pour une personne seule dite sans contraintes à l'emploi, on est très loin du compte.

En cette semaine de la dignité des personnes assistées sociales, la ministre Boulet doit arrêter de faire la sourde oreille aux demandes répétées du FCPASQ, du Collectif et de tout le mouvement social québécois, afin qu'elle entame enfin une réflexion sérieuse, avec les personnes en situation de pauvreté et les organisations qui les représentent, pour identifier des moyens audacieux pour éliminer la pauvreté.

Pour plus de détails, visitez le site du FCPASQ : <http://www.fcpasq.qc.ca/> .

Manifestation au Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville

Un message étouffé par les gaz

QUÉBEC, le 8 mai 2012 — Le Collectif pour un Québec sans pauvreté déplore que le discours que devait livrer sa présidente, une personne vivant la pauvreté, ait été étouffé par les gaz lacrymogènes vendredi dernier devant l'hôtel où s'amorçait le Congrès général du Parti libéral du Québec.

En tant que membre de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le Collectif avait délégué à Victoriaville l'un de ses porte-parole, M. Serge Petitclerc, ainsi que sa présidente, Mme Joan Tremblay. L'un et l'autre devaient y prendre la parole au début de la manifestation pour dénoncer l'intransigeance d'un gouvernement qui fait, depuis belle lurette, la sourde oreille aux revendications citoyennes. Le premier a eu le temps de s'adresser à la foule ; mais pas la deuxième.

« Les mouvements sociaux essaient, autant que possible, de donner la parole aux personnes qu'ils représentent. Parmi ces personnes, il y a celles qui vivent en situation de pauvreté. Rarement consultées quand vient le temps d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer les mesures qui les concernent au premier chef, elles possèdent pourtant une expertise sur la pauvreté que même les meilleurEs chercheurEs dans le domaine n'ont pas. Leur expérience intime et quotidienne de la pauvreté devrait nous inciter, collectivement, à écouter attentivement ce qu'elles ont à dire sur notre société », de déclarer Serge Petitclerc.

« Le discours que j'avais préparé avait comme point de départ l'insécurité dans laquelle les personnes assistées sociales — dont je suis — se retrouvent constamment, en raison d'un revenu insuffisant. L'insécurité de voir son frigo vide. L'insécurité causée par les préjugés et l'exclusion sociale qui viennent avec la pauvreté. L'insécurité reliée au fait d'avoir à choisir entre payer une facture d'électricité ou couper dans les médicaments. À la fin, je faisais le lien entre la lutte des étudiantEs et la lutte des personnes en situation de pauvreté pour montrer que la solidarité s'impose. Autrement dit, je dénonçais toute la violence qui se cache autant derrière la hausse des frais de scolarité que derrière la "taxe santé", par exemple. Malheureusement, le déploiement précipité et brutal des policiers m'a empêchée de faire entendre ce message à la population », d'affirmer Joan Tremblay.

Le Collectif réitère qu'il exige à court terme le gel des frais de scolarité sous toutes leurs formes. Déjà en 2008, dans une pétition ayant recueilli 98 727 signatures et reçu l'appui de 1052 organisations, il précisait sa position sur les services publics, dont l'éducation. Ainsi, dans une optique d'amélioration de l'accessibilité aux études, le Collectif revendique la gratuité de la formation scolaire, du primaire aux cycles supérieurs.

La publication de *La Soupe au caillou* est rendue possible grâce à la contribution financière du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca